



**Compte rendu
AG du 05 Avril 2012 à Clermont en Argonne**

Etaient présents : cf. liste d'émargement

M. le Président ouvre la séance à 19h15 et laisse la parole à M. Nicot, de la Communauté de Communes du Val de Meuse de la Vallée de la Dieue, qui fait une présentation du SMDE, Syndicat Mixte Départemental d'Études pour la gestion des déchets ménagers en Meuse et de l'étude d'optimisation menée.

En 2009, le SMDE a engagé une réflexion sur son évolution vers une entité départementale de réalisation. Les travaux du Comité de Pilotage et du groupe de travail, mis en place à cet effet, ont conduit à la réalisation d'une étude d'optimisation relative à la gestion des déchets ménagers. Cette étude a été menée dans le cadre d'un groupement de commande réunissant 24 EPCI et coordonné par le Communauté de Communes du Val de Meuse et de la Vallée de la Dieue.

Parmi les conclusions de cette étude, présentées les 26 janvier et 13 mars derniers aux EPCI concernés et au comité de pilotage, l'une des pistes concerne la création d'un syndicat de traitement « à la carte ».

Au regard de ces éléments d'optimisation et du nombre d'EPCI qui ont déjà manifesté leur intérêt pour adhérer à un syndicat de traitement, il convient d'étudier d'ores et déjà les conditions visant la mise en place effective de ce type de structure.

Afin de définir le périmètre potentiel de ce dernier et comme convenu lors du comité de pilotage du 13 mars dernier, les collectivités sont sollicitées quant à un accord de principe sur son adhésion à une telle entité.

M. Nicot précise que les EPCI des départements voisins (Vosges, Marne, Ardennes) se sont déjà regroupés dans un souci de mutualiser la compétence gestion des déchets. La finalité est de regrouper un maximum de Codecom meusiennes au sein d'un même syndicat mixte de traitement « à la carte » des déchets ménagers et assimilés. 24 Codecom ont participé à l'étude, dont la Codecom Centre Argonne. Ce groupement permettrait d'avoir plus de poids face aux différents prestataires. M. Nicot donne l'exemple du syndicat de Moselle Nord qui a vu ses coûts de traitement à la tonne diminuer de 80 € à 50 €, mais avec une population sans lien avec celle de la Meuse.

Aubrèville

Brabant en Argonne

Brocourt en Argonne

Le Claoen

Clermont en Argonne

Dombasle en Argonne

Froidos

Futeau

Les Islettes

Jouy en Argonne

Lachalade

Le Neufour

Neuvilly en Argonne

Rarécourt

Récicourt

Lors d'une adhésion au syndicat il est proposé de :

- Transférer la compétence obligatoire « traitement »
 - Mutualiser les moyens humains de gestion des marchés
 - Grouper les tonnages pour de meilleurs prix
 - Envisager de nouvelles capacités de traitement
- Services « à la carte », compétences accessoires :
 - Gestion des bas de quai en déchèterie
 - Mutualisation des collectes en Apport Volontaire
 - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (optimisation, passation de marchés)
 - Communication (ambassadeurs du tri, campagnes d'envergure)
 - Prévention (PLPD, communication, compostage domestique)
 - ...

Le syndicat prendrait en charge les marchés actuels et les remplacerait progressivement par un marché commun de traitement. Les Codecom gèreraient ensuite les marchés de collecte seule.

Le Président reprend la parole en expliquant que ce n'est pas normal de voir des camions venir ramasser les déchets ménagers ici en Meuse et de les voir repartir sur Jarny ou ailleurs.

Le vœu de la Codecom serait de rationaliser la collecte, mais il manque encore de cohérence entre toutes les structures pour arriver à se mettre d'accord au sein d'un même syndicat.

M. Muller explique que c'est important de se rencontrer entre structures, et d'être d'accord sur une même ligne directrice. Mais cela est difficile à mettre en œuvre puisque même au plan national il n'y a pas de dispositif unique, chaque territoire organise la collecte et le traitement à sa façon, dans un cadre réglementé.



Le Président ajoute qu'enfin il y a du concret sur ce dossier. Il rappelle que Daniel Muller et Christian Minot siègent au SMDE et se réjouit de l'avancée du dossier. Un syndicat départemental amènera à une uniformisation du coût du traitement sur l'ensemble du département. Il ajoute que cela permettra peut-être d'éviter que certains contribuables croient ne pas payer le service de gestion des déchets ménagers, puisque parfois ce service est financé par le budget général par les impôts locaux et n'apparaît pas en tant que redevance distincte.

M. Muller rappelle que dans le Grenelle de l'Environnement, la taxe ne peut être incitative alors que la redevance si. Cela devrait encourager les structures à mettre en place une redevance et non plus une taxe.

Le Président demande à M. Nicot, quelle est la différence entre un centre de tri de type 2 et de type 3. M. Nicot répond qu'un centre de tri de type 2 utilise des process plus manuels, et moins automatisés que dans un type 3. Cela peut permettre de créer plus d'emplois par exemple.

Délibération : Adhérer au syndicat de traitement « à la carte »

Vote : Unanimité

1) Cohésion sociale/Culture :

• Formation PSC1 / 4 sessions (personnel et assistantes maternelles) :

Mlle Warnier, présente le projet de poursuite de la formation des agents intercommunaux et des assistantes maternelles du territoire.

Délibération : Approuver la mise en place de 4 sessions de formation sur notre territoire, fixer la participation demandée aux assistantes maternelles à la moitié du coût facturé par le prestataire, la part résiduelle étant à la charge de la communauté de communes, ouvrir, dans la mesure des places disponibles, la formation aux agents communaux, leur participation étant intégralement prise en charge par leur collectivité employeur au coût réglé par la Codecom au prestataire choisi, ouvrir les crédits nécessaires au budget 2012, autoriser le Président à signer tout document en lien avec ce dossier :

Vote : Unanimité

• Convention Scènes et territoires :

Mlle Warnier expose le programme entamé depuis la rentrée 2011/2012 et initié sur l'année scolaire 2010/2011.

De septembre 2011 à janvier 2012, 18h d'ateliers de pratiques artistiques ont été mis en place pour les classes de maternelle et CP. Une représentation du spectacle « Zandoli Pa tini Pat » de la Compagnie Difé Kako à la MJC de Belleville a eu lieu le 18 novembre 2011.

Pour la seconde période allant de mars à juin 2012, la compagnie propose :

- 18 h d'ateliers de pratiques artistiques ;
- l'organisation d'une restitution publique des ateliers le lundi 18 juin 2012 ;
- l'accès à une représentation du spectacle « Bal Konser » de la Compagnie Difé Kako à la MJC de Belleville sur Meuse le samedi 23 juin 2012.

Il est proposé de signer une nouvelle convention de partenariat avec l'association pour la 2e période allant de mars à juin 2012.

La convention propose à la Communauté de Communes du Centre Argonne de s'engager sur une participation financière à hauteur de 2 000 €.

A noter que la mise en place de ce projet se fait conjointement avec les Codecom de Charny sur Meuse et de Spincourt.

Le Président ajoute que c'est un projet remarquable. Les enfants ont une approche différente de l'art, et c'est tout à fait adapté aux enfants de maternelle et de cours préparatoire.

Mlle Warnier précise que la représentation du spectacle du 18 juin 2012 sera ouverte au public et que les membres de l'assemblée pourront y assister s'ils le souhaitent.

Délibération : Autoriser le Président à signer la convention de partenariat entre Scènes et Territoires, l'école maternelle de Clermont et la CODECOM, Autoriser le versement d'une subvention de 2 000 € à Scènes et Territoires, ouvrir les crédits nécessaires au budget 2012 :

Vote : Unanimité



2) Scolaire :

• Appellation de l'école des Islettes : Ecole Michèle Drouet :

Le Président propose à l'assemblée que l'école des Islettes porte le nom de Michèle Drouet, ancienne directrice de l'école durant 30 ans et qui a beaucoup compté dans la vie associative du territoire.

Délibération : Approuver l'appellation de l'école des Islettes « École Michèle Drouet » :
Vote : Unanimité

3) Administration et finances :

• Budget annexe bâtiments industriels 2012:

M. Laurent Dequenne, vice-président en charge des affaires scolaires, présente le budget annexe bâtiments industriels pour 2012 :

EXPLOITATION			
		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
	CREDITS D'EXPLOITATION PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	49 362,00	43 222,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit)	(si excédent) 12 897,20
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		49 362,00	56 119,20
INVESTISSEMENT			
		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
	CREDITS D'INVESTISSEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) (y compris les comptes 1064 et 1068)	31 972,00	34 492,78
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 2 520,78	(si solde positif)
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		34 492,78	34 492,78
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET (3)		83 854,78	90 611,98

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
011	Charges à caractère général	3 000,00	0,00	3 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés		0,00	0,00
014	Atténuations de produits		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		3 000,00	0,00	3 000,00
66	Charges financières	15 380,00	0,00	14 390,00
67	Charges exceptionnelles		0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)			0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		18 380,00	0,00	17 390,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	2 566,00		3 216,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (6)	28 756,00		28 756,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		31 322,00		31 972,00
TOTAL		49 702,00	0,00	49 362,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
013	Atténuations de charges		0,00	0,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestat ^o de services, n		0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	27 000,00	0,00	28 500,00
Total des recettes de gestion des services		27 000,00	0,00	28 500,00
76	Produits financiers		0,00	0,00
77	Produits exceptionnels		0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		27 000,00	0,00	28 500,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (6)	14 722,00		14 722,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		14 722,00		14 722,00
TOTAL		41 722,00	0,00	43 222,00
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)				12 897,20
				=
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES				56 119,20
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)				17 250,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
13	Subventions d'investissement reçues		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
Total des recettes d'équipement			0,00	0,00
106	Dotations, fonds divers et réserves (7)	1 857,50	0,00	2 520,78
18	Compte de liaison : affectation (5)		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00
Total des recettes financières		1 857,50	0,00	2 520,78
4582	Total des opé. pour le compte de tiers (6)		0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		1 857,50	0,00	2 520,78
021	Virement de la section d'exploitation (4)	2 566,00		3 216,00
040	Opérations d'ordre entre sections (4)	28 756,00		28 756,00
041	Opérations patrimoniales (4)			0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		31 322,00		31 972,00
TOTAL		33 179,50	0,00	34 492,78
				+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)				2 520,78
				=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				34 492,78

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
20	Immobilisations incorporelles		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement			0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 600,00	0,00	17 250,00
18	Compte de liaison : affectation (5)		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (investissement)			0,00
Total des dépenses financières		16 600,00	0,00	17 250,00
4581	Total des opé. pour le compte de tiers (6)		0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		16 600,00	0,00	17 250,00
040	Opérations d'ordre entre sections (4)	14 722,00		14 722,00
041	Opérations patrimoniales (4)			0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		14 722,00		14 722,00
TOTAL		31 322,00	0,00	31 972,00
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)				17 250,00

Le Président explique que c'est le budget qui concerne le bâtiment qui est loué à REALMECA.

Délibération : Approuver le budget annexe bâtiments industriels 2012 :

Vote : Unanimité

• **Budget principal 2012:**

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
	CREDITS DE FONCTIONNEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	2 027 861,95	1 812 647,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (3)		
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit)	(si excédent) 215 214,95
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4)		2 027 861,95	2 027 861,95

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
	CREDITS D'INVESTISSEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) (y compris le compte 1068)	2 860 106,00	2 911 206,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (3)		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 51 100,00	(si solde positif)
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (4)		2 911 206,00	2 911 206,00
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET (4)		4 939 067,95	4 939 067,95

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
011	Charges à caractère général	722 255,00	0,00	681 550,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	697 725,00	0,00	715 107,00
014	Atténuations de produits	155 246,00	0,00	155 246,00
65	Autres charges de gestion courante	199 840,00	0,00	198 421,00
Total des dépenses de gestion courante		1 775 066,00	0,00	1 750 324,00
66	Charges financières	7 800,00	0,00	43 830,00
67	Charges exceptionnelles	2 400,00	0,00	850,00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)	32 836,44		28 249,95
Total des dépenses réelles de fonctionnement		1 818 102,44	0,00	1 823 253,95
023	Virement à la section d'investissement (5)			143 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)	60 752,00		61 608,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonc			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		60 752,00		204 608,00
TOTAL		1 878 854,44	0,00	2 027 861,95



RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
013	Atténuations de charges	27 000,00	0,00	25 500,00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	99 806,00	0,00	100 250,00
73	Impôts et taxes	1 012 433,00	0,00	1 086 333,00
74	Dotations, subventions et participations	646 207,00	0,00	576 124,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00	8 000,00
Total des recettes de gestion courante		1 785 446,00	0,00	1 796 207,00
76	Produits financiers		0,00	0,00
77	Produits exceptionnels		0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		1 785 446,00	0,00	1 796 207,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)	6 095,00		16 440,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		6 095,00		16 440,00
TOTAL		1 791 541,00	0,00	1 812 647,00
				+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)				215 214,95
				=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				2 027 861,95

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
010	Stocks (5)		0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	13 011,00	0,00	7 460,00
21	Immobilisations corporelles	57 523,00	0,00	30 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	79 510,00	0,00	31 311,61
Total des opérations d'équipement		3 929 506,90	0,00	2 668 267,28
Total des dépenses d'équipement		4 079 550,90	0,00	2 737 538,89
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	6 051,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	60 990,00	0,00	64 900,00
18	Compte de liaison : affectation (7)		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (investissement)			41 227,11
Total des dépenses financières		67 041,00	0,00	106 127,11
45..	Total des opé. pour le compte de tiers (8)		0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		4 146 591,90	0,00	2 843 666,00
040	Opérations d'ordre entre sections (4)	6 095,00		16 440,00
041	Opérations patrimoniales (4)			0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		6 095,00		16 440,00
TOTAL		4 152 686,90	0,00	2 860 106,00
				+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)				51 100,00
				=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				2 911 206,00



RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
010	Stocks (5)		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues (hors 138)	2 496 639,00	0,00	1 905 096,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 057 099,46	0,00	309 126,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		3 553 738,46	0,00	2 214 222,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	564 445,00	0,00	439 776,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	402 061,69	0,00	51 100,00
18	Compte de liaison : affectation (7)		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00
024	Produits de cessions		0,00	1 500,00
Total des recettes financières		966 506,69	0,00	492 376,00
45..	Total des opé. pour le compte de tiers (8)		0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		4 520 245,15	0,00	2 706 598,00
021	Virement de la section de fonctionnement (4)			143 000,00
040	Opérations d'ordre entre sections (4)	60 752,00		61 608,00
041	Opérations patrimoniales (4)			0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		60 752,00		204 608,00
TOTAL		4 580 997,15	0,00	2 911 206,00
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)				188 168,00

Le Président informe que ce budget implique une hausse de 3,5% des taux d'imposition ce qui équivaut à une hausse moyenne de 0,5 point sur le pourcentage des impôts.

M. Dequenne complète en disant que cette hausse permet le remboursement de l'annuité d'emprunt de 40 000 euros liée aux travaux du RPI Vallée de la Biesme.

M. Olivier Verlet, maire délégué de Jubécourt s'exprime sur cette augmentation, car dans le contexte actuel de crise, les gens n'ont pas forcément les moyens de faire face à cette hausse.

Le Président ajoute que cela vient du développement de l'offre de services à la population sur le territoire et que ces équipements ont un coût.

M. Dequenne annonce que'il n'y avait pas eu d'investissements aussi importants sur le territoire de la Codecom depuis plusieurs années.

M. Verlet demande pourquoi il y a eu une telle différence entre le coût de départ du RPI et le coût annoncé aujourd'hui.

Le Président explique que l'écart n'est globalement pas important (environ 10% du montant initial des travaux) mais que la part qui reste à la charge de la codecom a fortement augmenté, cela pour plusieurs raisons et notamment pour des travaux non identifiés par la maîtrise d'œuvre soit parce que des découvertes ont été faites durant les travaux (sous sol de la cour et arrière du bâtiment), soit que les conseils de l'architecte n'ont pas été assez avisés.

Le Président explique ensuite pourquoi un montant de dépenses de fonctionnement de 25 000 € apparaît pour le RPI de Clermont. Il s'agit du traitement de fissures consécutives aux mouvements de sols et qui ont été réalisés sur les bâtiments de l'école à la suite du rapport d'études SOCOTEC.

Le budget pour les crèches et garderies est plus important mais les recettes le sont aussi.

M. Zacharias, 1^{er} adjoint à la mairie de Clermont demande un éclaircissement sur les subventions versées aux associations y compris à l'OTSI. Le Vice-président présente les différents montants envisagés.

M. Jean Laigle demande où en est le versement des subventions pour 2012. Le Président répond qu'un premier acompte a été versé vers la mi-mars et un seconde fin mars. Il ajoute que sur la première tranche, une partie a été prélevée par le Centre des Finances Publiques pour régler le paiement des loyers en retard de l'office de tourisme à la mairie de Clermont.



M. Féraux demande à quoi correspondent pour le pôle de santé les recettes à l'article 1318. M. Dequenne et Marie-Eve Aimont, DGS, répondent que c'est une subvention du GIP qui a été accordée.

M. Laigle s'exprime sur le problème du Kaiser tunnel et de sa fermeture, et l'office de tourisme se trouve en difficulté par cette fermeture consécutive à l'avis défavorable de la commission de sécurité.

Le Président explique que l'ONF a fait savoir qu'il ne souhaite plus que l'office de tourisme soit concessionnaire du Kaiser tunnel. D'ailleurs, pour l'ONF il n'y a plus de concessionnaire à l'heure actuelle. Un rendez vous est organisé vendredi prochain avec l'ONF, M. Drouet, vice-président en charge de la compétence tourisme et économie et le Président de la codecom. Il ajoute que c'est le prochain concessionnaire qui aura à charge de faire les travaux demandés par la commission de sécurité. De plus, les recettes du kaiser tunnel masquaient les difficultés de trésorerie de l'office de tourisme et il aurait fallu une maintenance constante et régulière du site.

M. Laigle, dit que c'est dommage, que c'est un ouvrage qui permettait d'amortir ses investissements.

Le Président rappelle qu'une convention est signée entre l'office de tourisme et la Codecom. Et c'est cette dernière qui, il y a quelques années a injecté dans les caisses de l'office de tourisme 15 000€ suite à des problèmes rencontrés par la structure. La Codecom de Montfaucon Varennes qui verse une subvention de fonctionnement à l'office de tourisme n'a pas contribué à cette aide...

Délibération : Approuver le budget principal 2012 :

Vote : Unanimité

- **Vote des taux 2012 :**

M. Dequenne propose les taux 2012 en augmentation par rapport aux taux de 2011 à la hausse :

TAXES	TAUX 2011	TAUX PROPOSES 2012
Taxe d'habitation	12.32	12.75
Taxe sur le foncier bâti	13.96	14.45
Taxe sur le foncier non bâti	27.34	28.30
Taux CFE	9.65	9.99

Délibération : Approuver les taux 2012 :

Vote : Unanimité

- **Vote du budget annexe ordures ménagères 2012 :**

M. Dequenne présente le budget annexe ordures ménagères pour 2012.

M. Muller insiste sur le fait que la Codecom propose de maintenir les tarifs de la redevance 2012 au même montant que ceux de 2011.

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
	CREDITS D'EXPLOITATION PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	481 807,98	419 815,90
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit)	(si excédent) 61 992,08
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		481 807,98	481 807,98

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
	CREDITS D'INVESTISSEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) (y compris les comptes 1064 et 1068)	74 270,00	70 657,98
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif)	(si solde positif) 3 612,02
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		74 270,00	74 270,00
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET (3)		556 077,98	556 077,98

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
011	Charges à caractère général	357 800,00	0,00	375 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	26 000,00	0,00	24 000,00
014	Atténuations de produits		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 000,00	0,00	6 000,00
Total des dépenses de gestion des services		386 800,00	0,00	405 350,00
66	Charges financières	1 280,00	0,00	1 300,00
67	Charges exceptionnelles	9 800,00	0,00	4 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)			0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		397 880,00	0,00	411 150,00
023	Virement à la section d'investissement (6)			61 867,98
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (6)	8 789,00		8 790,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		8 789,00		70 657,98
TOTAL		406 669,00	0,00	481 807,98

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
013	Atténuations de charges		0,00	0,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestat ^o de services, n	348 685,86	0,00	376 346,39
74	Subventions d'exploitation	22 212,00	0,00	40 900,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		370 897,86	0,00	417 246,39
76	Produits financiers		0,00	0,00
77	Produits exceptionnels		0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		370 897,86	0,00	417 246,39
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (6)	2 569,51		2 569,51
Total des recettes d'ordre d'exploitation		2 569,51		2 569,51
TOTAL		373 467,37	0,00	419 815,90

		+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)		61 992,08
		=
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES		481 807,98
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)		68 088,47

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
20	Immobilisations incorporelles		0,00	30 000,00
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	31 900,49
Total des dépenses d'équipement			0,00	61 900,49
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 833,00	0,00	9 800,00
18	Compte de liaison : affectation (5)		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participat		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (investissement)			0,00
Total des dépenses financières		9 833,00	0,00	9 800,00
4581	Total des op. pour le compte de tiers (6)		0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		9 833,00	0,00	71 700,49
040	Opérations d'ordre entre sections (4)	2 569,51		2 569,51
041	Opérations patrimoniales (4)			0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		2 569,51		2 569,51
TOTAL		12 402,51	0,00	74 270,00



RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser 2011 (2)	Propositions nouvelles
13	Subventions d'investissement reçues		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
Total des recettes d'équipement			0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (5)		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00
Total des recettes financières			0,00	0,00
4582	Total des opé. pour le compte de tiers (6)		0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement			0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)			61 867,98
040	Opérations d'ordre entre sections (4)	8 789,00		8 790,00
041	Opérations patrimoniales (4)			0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		8 789,00		70 657,98
TOTAL		8 789,00	0,00	70 657,98
				+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)				3 612,02
				=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				74 270,00

Délibération : Approuver le budget annexe ordures ménagères 2012 :

Vote : Unanimité

M. Daniel Muller, vice-président en charge de la compétence gestion des déchets, explique que le tri a un coût, et qu'il faut diminuer le tonnage d'ordures ménagères. Il s'exprime sur l'article paru dans le journal intercommunal de la Codecom, en expliquant qu'à présent les poubelles contenant du verre ne seront plus ramassées par la société Barisien.

Le Président annonce que sur trois communes, Le Neufour, Dombasle en Argonne et Jubécourt, un projet expérimental de collecte regroupée des ordures ménagères est à l'étude.

M. Muller ajoute que plus le tri sera effectué avec rigueur plus nous aurons le moyen de contenir l'évolution des tarifs de la REOM. En effet, la part de la TGAP (taxe sur les activités polluantes) va en augmentant ...



REDEVABLES	TARIF	TARIF
	2011	2012
Professionnels privés		
catégorie 1	51,00 €	51,00 €
catégorie 2	68,00 €	68,00 €
Résidences Secondaires	164,00 €	164,00 €
Gîtes		
moins de 5 places	34,00 €	34,00 €
plus de 5 places	68,00 €	68,00 €
Campings	68,00 €	68,00 €
Chambres d'hôtes (par chambre)	17,00 €	17,00 €
Ecoles et collège		
sites de moins de 100 élèves	82,00 €	82,00 €
sites de plus de 100 élèves	164,00 €	164,00 €
Etablissements Publics - Collectivités		
Mairies et Codecom :		
moins de 100 habitants :	82,00 €	82,00 €
entre 100 et 400 habitants :	164,00 €	164,00 €
entre 400 et 800 habitants :	246,00 €	246,00 €
plus de 800 habitants	328,00 €	328,00 €
Gendarmerie	164,00 €	164,00 €
la Poste	164,00 €	164,00 €
Centre des finances publiques	164,00 €	164,00 €
Foyers :		
foyer d'1 personne	82,00 €	82,00 €
foyer de 2 personnes	164,00 €	164,00 €
foyer de 3 personnes	212,00 €	212,00 €
foyer de 4 personnes	260,00 €	260,00 €
foyer de 5 personnes et plus	308,00 €	308,00 €

Délibération : Approuver les tarifs de REOM 2012 :

Vote : Unanimité

- **Attribution de subvention aux écoles :**

Mme Aimont, affiche les montants de subventions qui seraient à verser aux différentes écoles, au collège, à l'association Meuse Patrimoine et à Musique en Pays d'Argonne:

- École maternelle Clermont : 770
- École élémentaire Clermont : 1380
- École maternelle Aubréville : 180
- École élémentaire Aubréville : 210
- École élémentaire Neuville : 200
- École primaire Les Islettes : 1270
- Collège transport (voyage et sport) : 3584
- Collège classe neige : 3900
- À Argonne Meuse Patrimoine : 500.00 (2011)
- À Musique en Pays d'Argonne : 11 800.00

Mme Aimont explique que la somme de 500 euros à verser à Meuse Patrimoine aurait dû être versée en 2011, mais comme ce ne fut pas le cas en raison d'une pièce manquante, elle sera versée en 2012.

Délibération : Approuver les attributions de subvention

Vote : Unanimité



- **Admission en non valeur OM :**

	Motif	2006	2007	2008	2009	2010	Total
4 pièces	Surendettement PRP		142.50	33.00	212.00	212.00	599.50
2 pièces	Surendettement PRP				43.52	212.00	255.52
3 pièces	Surendettement PRP	23.00	288.00	35.33			346.33
3 pièces	Surendettement PRP			240.00	308.00	308.00	856.00
1 pièce	Surendettement PRP					212.00	212.00
TOTAL		23.00	430.50	308.33	563.52	944.00	2269.33

Le Président explique que ce sont les redevances ordures ménagères qui n'ont pas été payées. Les personnes concernées sont en procédure de surendettement.

Délibération : Approuver l'admission en non valeur OM

Vote : Unanimité

- **Admission en non valeur budget principal**

Motif		2010	Total
1 pièce	Surendettement PRP	6.60	6.60
7 pièces	Surendettement PRP	528.65	528.65
TOTAL		535.25	535.25

Le président explique que ce sont les cantines non payées.

Délibération : Approuver l'admission en non valeur budget principal : 6,6 et 528,65 :

Vote : Unanimité

4) Questions diverses

M. Christian Ponsignon, Maire de Le Neufour et Conseiller général, demande qu'une table ronde soit organisée au sein de la Codecom avec les acteurs concernés, pour tenter de régler la situation actuelle dans laquelle se trouve l'Ecole de Musique. Il s'exprime sur le kaiser tunnel et la nécessité de tout remettre à plat et de séparer l'office de tourisme du site, puisque la confusion est faite entre les finances de l'office et les recettes du Kaiser. Le Conseil Général va travailler sur ce dossier à la demande de M. Namy.

M. Ponsignon montre le schéma de la voirie départementale qui sera refaite cette année. Il évoque également son doute sur le raccordement dur TER Clermont – Verdun – Chalons.

Enfin, pour répondre à une rumeur et à la demande de Guy Collinet, le Président rappelle que les salles appartenant à la Codecom y compris les salles de sports sont prêtées gracieusement aux différentes associations locales et qu'à aucun moment il n'a pu être demandé une quelconque somme en contrepartie de locaux prêtés.

M. le Président remercie les élus pour leur présence et clôt la séance à 21h30.

Bon pour diffusion
A Clermont-en-Argonne

Le Président
Dominique DURAND